

# BELGIQUE

## Résumé

La constitution, d'autres textes législatifs et les politiques suivies protègent la liberté religieuse ; de manière générale, les pouvoirs publics ont respecté la liberté religieuse. Le gouvernement n'a manifesté aucune tendance indiquant qu'il entendait respecter ou protéger davantage ou moins le droit à la liberté religieuse. Des mesures plus restrictives ont en particulier affecté les femmes musulmanes qui se couvrent la tête, notamment suite à l'entrée en vigueur de l'« interdiction de la burqa ». Par ailleurs, les groupes officiellement qualifiés de « sectes » ou de « cultes » n'ont pas bénéficié de conditions optimales. Le gouvernement conserve un droit de contrôle sur les groupes religieux. Les leaders politiques et religieux ont continué de prôner des réformes des modalités de reconnaissance et de financement des groupes religieux et de favoriser le dialogue entre groupes religieux reconnus et non reconnus. Pour autant, aucune réforme significative n'a été menée à bien.

Il a été signalé des cas de pratiques sociétales abusives ou discriminatoires fondées sur les appartenances, les convictions ou les pratiques religieuses, tout particulièrement envers les musulmans sur le marché du travail et du logement, la presse et les média populaires les dénigrant ou en véhiculant une image négative. Sur l'ensemble des affaires de discrimination religieuse signalées aux autorités, quatre-vingt-quatre pourcent concernaient des musulmans. De même, la société accepte de plus en plus les restrictions apportées au port du foulard dans le secteur public à certains postes en contact avec le public ainsi qu'en milieu scolaire.

Le gouvernement américain est intervenu activement auprès des fonctionnaires, de la société civile et des groupes religieux en vue de suivre l'évolution de la situation et de faire valoir sa position sur les aspects essentiels de la liberté religieuse dans le pays, s'agissant en particulier de discrimination envers les musulmans.

## Section I – Démographie religieuse

Les pouvoirs publics ne tiennent aucune statistique sur les appartenances religieuses.

Dans un rapport de 2011, la Fondation Roi Baudouin répertorie comme suit les appartenances religieuses : catholiques romains 50 pourcent, sans appartenance religieuse 32 pourcent, athées 9,2 pourcent, musulmans 5 pourcent, autres chrétiens 2,5 pourcent, juifs 0,4 pourcent et bouddhistes 0,3 pourcent.

Selon un rapport de 2007, les groupes religieux les plus importants qui ne reçoivent aucun subside de l'État comprennent : les témoins de Jéhovah avec 23 701 baptisés et 50 000 « messalisants » ; l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours (mormons), 4 000 ; les adventistes du septième jour, 2 000 ; les hindouistes, 5 000 ; les sikhs, 3 000 ; les adeptes d'Hare Krishna, 1 500 ; l'Église de scientologie, 200 à 300. Les experts considèrent que ces statistiques demeurent fiables.

## Section II. Respect de la liberté religieuse par les pouvoirs publics

### Cadre juridico-politique

La constitution, d'autres textes législatifs et les politiques suivies protègent la liberté religieuse. La loi antidiscriminatoire de 2007 interdit toute discrimination fondée, notamment, sur les orientations religieuses ou philosophiques. Pour autant, les musulmans et les groupes répertoriés comme « sectes » potentielles n'ont pas bénéficié de conditions optimales.

L'État finance le Centre d'informations et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles (CIAOSN), lequel collecte des informations accessibles au public sur de nombreux groupes religieux et philosophiques, publie des informations et, à la demande des autorités, formule des avis sur les « organisations » sectaires. Le CIAOSN n'a publié aucun rapport en cours d'année. Le CIAOSN continue d'afficher sur son site Web un document dans lequel sont répertoriés 189 groupes susceptibles d'être considérés comme des « sectes », dont l'Église de scientologie, les mormons et les témoins de Jéhovah. Ce document a servi à justifier la création du centre. Les groupes en question n'y sont pas désignés en tant que « sectes », et il n'y figure aucune définition de ce qui constitue une secte. Certaines des organisations ainsi répertoriées soutiennent néanmoins que de ce fait elles sont présumées être des « sectes ». Selon des responsables du centre, les demandes d'informations reçues du public concernent principalement de nouvelles organisations à vocation thérapeutique visant le bien-être mental ou physique. De même, le gouvernement maintient en place une Cellule administrative de coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles, laquelle traite essentiellement des données confidentielles et collabore avec les institutions légales et sécuritaires publiques pour coordonner la politique gouvernementale.

En fin d'année, le parlement n'avait pas amendé le code pénal afin d'y inclure un article consacré spécifiquement aux « infractions commises par des organisations sectaires ». À ce jour, des enquêtes sur les « organisations sectaires » peuvent être diligentées dans le cadre du dispositif législatif en vigueur pour des motifs tels que détournement de biens, blanchiment d'argent,

abus de confiance, détournement testamentaire, pratique illégale de la médecine et escroquerie.

Le pays a adhéré au Groupe d'action international pour la coopération sur l'éducation, la mémoire et la recherche sur l'Holocauste ; il a consacré une bonne partie de l'année à se préparer à en assumer la présidence en 2012. La législation fédérale interdit toutes déclarations publiques incitant à la haine nationale, raciale ou religieuse, notamment la négation de l'Holocauste. La peine maximale encourue pour négation de l'Holocauste est d'un an d'emprisonnement.

Le gouvernement accorde le statut de religion « reconnue » au catholicisme, au protestantisme (y compris d'obédience évangéliste et pentecôtiste), au judaïsme, à l'anglicanisme (distinctement d'autres groupes protestants), à l'islam et à l'orthodoxie chrétienne grecque et russe. Les pouvoirs publics fédéraux, régionaux et locaux accordent des subventions aux organes représentatifs de ces groupes religieux ; des traitements et des retraites sont notamment versés à leurs ministres du culte. La décision de reconnaître des groupes religieux relève du gouvernement et du parlement. Le gouvernement défend pareillement la liberté d'adhérer à des organisations laïques et finance en conséquence des activités liées à l'humanisme laïc.

En décidant de reconnaître ou non un groupe religieux, le gouvernement se fonde sur cinq critères : la religion doit être structurée ou hiérarchisée ; le groupe doit compter un nombre de membres suffisant ; la religion doit être implantée depuis longtemps dans le pays ; elle doit présenter une valeur sociale pour le public ; enfin, elle doit être conforme à la législation de l'État et respecter l'ordre public. Aucun décret ni aucune loi ne fixent ces critères, et le gouvernement n'a pas défini officiellement les termes « suffisant », « longtemps » ni « valeur sociale ». Un groupe religieux désireux d'obtenir une reconnaissance officielle en fait la demande au ministère de la Justice ; celui-ci procède alors à un examen approfondi avant de formuler une recommandation favorable ou défavorable. En dernier ressort, le parlement est seul habilité à entériner la reconnaissance, mais il se borne généralement à suivre la recommandation du ministère de la Justice. Aucun des groupes ayant sollicité une reconnaissance officielle ne se l'est vu refuser. L'Église de scientologie n'a toutefois pas daigné solliciter une telle reconnaissance, considérant qu'elle lui serait refusée.

L'absence de reconnaissance ne fait pas obstacle à la pratique religieuse ouverte et libre au sein d'un groupe. Si des groupes non reconnus ne peuvent percevoir de subventions publiques, ils peuvent néanmoins bénéficier d'exonérations fiscales en tant qu'associations à but non lucratif.

En 1993, le gouvernement avait créé le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (CECLR), organe indépendant chargé d'instruire les affaires de discrimination, notamment religieuse. Les activités de ce centre, officiellement rattaché au cabinet du Premier ministre, sont supervisées par le ministère de l'Intérieur.

Son conseil d'administration et son directeur général sont nommés par le gouvernement pour un mandat renouvelable de six ans.

Un magistrat désigné par le ministre de la Justice est chargé, au sein de chaque arrondissement judiciaire, des affaires de racisme et de discrimination, ce qui facilite l'engagement de poursuites pénales contre les auteurs d'actes discriminatoires.

Le système de l'enseignement public, de la maternelle à l'université, impose au personnel enseignant – exception faite des professeurs de religion – d'observer une stricte neutralité en présentant des opinions religieuses. L'instruction religieuse ou « morale » est obligatoire dans les écoles publiques ; elle est dispensée en fonction de la préférence religieuse ou non religieuse de l'élève. Toutes les écoles publiques disposent de professeurs de religion pour chacune des six religions reconnues, pour autant que les effectifs concernés soient suffisants. Les professeurs de religion des écoles publiques sont proposés par un comité issu de leur groupe religieux, puis nommés par le ministre de l'Enseignement du gouvernement de la communauté concernée. Les établissements religieux de l'enseignement privé qui suivent le même programme que les établissements publics sont appelés écoles « libres ». Le gouvernement de la communauté subventionne leur fonctionnement et leurs bâtiments, notamment l'entretien de ceux-ci et les services. Les enseignants, à l'instar d'autres fonctionnaires, sont rémunérés par les gouvernements de leur communauté respective.

Les fêtes religieuses suivantes sont considérées comme jours fériés en Belgique : Pâques, Ascension, Pentecôte, Assomption, Toussaint et Noël.

### Pratiques gouvernementales

Aucun cas de pratiques abusives portant atteinte à la liberté religieuse n'a été signalé. Il convient toutefois d'observer que des mesures plus restrictives ont en particulier affecté les femmes musulmanes qui se couvrent la tête – notamment suite à l'entrée en vigueur de l'« interdiction de la burqa » – et que la société accepte de plus en plus les restrictions apportées dans le secteur public au port du foulard à certains postes en contact avec le public ainsi qu'en milieu scolaire.

Rapport international de 2011 sur la liberté de religion

Département d'État des États-Unis • Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail

Par ailleurs, le 15 mars la Cour constitutionnelle a confirmé le droit de certains établissements d'enseignement relevant de la communauté flamande de maintenir leur interdiction du foulard de 2009, statuant que l'interdiction de tous signes religieux à l'école n'enfreignait pas le principe de neutralité. La cour a considéré que cette décision ne tenait pas compte de la compatibilité de l'interdiction avec la liberté religieuse. L'interdiction s'applique à quelque 700 établissements d'enseignement secondaire, soit 15 pourcent des écoles flamandes. Par ailleurs, les groupes officiellement qualifiés de « sectes » ou de « cultes » n'ont pas bénéficié de conditions optimales.

Le 23 juillet est entrée en vigueur l'interdiction du port de la burqa ou du niqab en public sur l'ensemble du territoire belge. Cinq actions distinctes ont été engagées devant la Cour constitutionnelle pour contester la compatibilité de la loi avec la constitution et la Convention européenne des droits de l'homme. La Cour constitutionnelle a regroupé ultérieurement les cinq affaires en une seule. L'application de cette interdiction a donné lieu à au moins trois incidents : une fois lors d'une audience dans une affaire visant à invalider l'interdiction, et à deux occasions lors de l'arrestation par la police d'une femme qui portait la burqa dans la rue. Dans ces deux derniers cas, il s'en est suivi une altercation physique entre la police et les maris des femmes ; ces derniers ont été arrêtés sans qu'aucun blessé n'ait été signalé.

Depuis les années 1990, des restrictions accrues ont été apportées au droit des femmes musulmanes de porter le foulard dès lors qu'elles occupent des postes en contact avec le public. En outre, chaque établissement d'enseignement public peut décider d'interdire ou non le port du foulard. Quatre-vingt-huit pourcent des établissements d'enseignement public relevant de la communauté francophone ont opté pour l'interdiction. Beaucoup de partis politiques se sont prononcés en faveur d'une interdiction au moins partielle du port du foulard qui, par exemple, interdirait aux femmes et aux jeunes filles de se couvrir la tête avant un certain âge ou tant qu'elles ne sont pas parvenues à un certain niveau scolaire. Des experts juridiques ont soulevé la question de la compatibilité de cette politique avec la constitution belge et la Convention européenne des droits de l'homme.

En gros, les groupes religieux reconnus ont perçu environ 645 millions € (851 millions \$) des pouvoirs publics en 2009. Ce montant peut se ventiler en trois catégories : tout d'abord 240 millions € (316 millions \$) pour les subventions, salaires, couvertures de déficits et travaux de rénovation sur des bâtiments religieux ; ensuite 80 millions € (106 millions \$) pour les pensions de retraite, travaux sur des bâtiments « protégés » utilisés à des fins religieuses et exonérations fiscales ; enfin 325 millions € (429 millions \$) pour l'éducation religieuse dans les écoles. Selon une étude de 2011 basée sur des données de

2008, sur l'ensemble des contributions des collectivités publiques (au niveau fédéral, local, provincial, régional, ou s'agissant d'avantages en nature sous forme d'exonérations fiscales ou de versement de salaires et de pensions), environ 86 pourcent de l'aide publique va à l'Église catholique, 8 pourcent à des organisations laïques, 3 pourcent au protestantisme, 2 pourcent à l'islam, 0,8 pourcent à des Églises orthodoxes, 0,4 pourcent au judaïsme et 0,2 pourcent à l'anglicanisme. Ces pourcentages sont à comparer à ceux des différentes communautés (susmentionnés), à savoir : 50 pourcent pour le catholicisme, 9,2 pourcent pour l'athéisme, 5 pourcent pour l'islam, 2,5 pourcent pour d'autres communautés chrétiennes, 0,4 pourcent pour le judaïsme, 0,3 pourcent pour le bouddhisme et 32 pourcent pour ceux qui ne se réclament d'aucune religion.

Selon le ministère de la Justice, au 1<sup>er</sup> décembre le gouvernement fédéral a versé des traitements à 2 570 prêtres catholiques, 333 consultants laïcs, 122 pasteurs protestants/évangéliques, 15 ministres du culte anglican, 49 prêtres orthodoxes, 34 rabbins et 39 imams musulmans.

L'Exécutif musulman de Belgique est historiquement l'interlocuteur officiel entre les pouvoirs publics et la communauté musulmane. Il n'intervient pas dans les questions religieuses autres que les aspects administratifs. Le 31 mars, le mandat de l'Exécutif musulman n'a pas été renouvelé. Le 28 août, le gouvernement l'a dissout de fait, et l'essentiel de ses tâches a été conféré aux président et vice-président sortants. Ce développement a fait suite à une longue période de dissensions internes parmi les membres de l'Exécutif musulman qui, selon le gouvernement, l'ont effectivement empêché de s'acquitter de son mandat. Concrètement, et contrairement à ce qui se passe pour les autres religions reconnues en Belgique, il n'y a plus aucun interlocuteur officiel entre les pouvoirs publics et la communauté musulmane, et donc plus aucun mécanisme concret qui permettrait d'agréer d'autres imams ou mosquées. Nul ne sait quand ces problèmes seront résolus ni combien de temps il faudra pour reconstituer un Exécutif musulman opérationnel.

Les gouvernements régionaux wallon, flamand et bruxellois instruisaient de nouvelles demandes d'agrément d'imams et de mosquées qui avaient été déposées avant que la dissolution de l'Exécutif musulman ne devienne effective. Antérieurement, le gouvernement régional wallon avait reconnu en tout 43 mosquées. Mais en cours d'année il était revenu sur sa décision de reconnaître quatre mosquées car celles-ci ne répondaient pas à certains critères techniques ayant trait à l'organisation d'élections à leurs organes de surveillance. Fin 2011, les gouvernements régionaux avaient respectivement reconnu 39 mosquées en Wallonie, 24 en Flandre et 8 à Bruxelles.

En fin d'année, aucun progrès n'avait été enregistré par les bouddhistes en vue d'obtenir que le gouvernement reconnaisse le bouddhisme en tant que « communauté philosophique non confessionnelle », comme le souhaitait le secrétariat bouddhiste fédéral. Le gouvernement fédéral a néanmoins continué à financer le secrétariat bouddhiste fédéral.

### Section III. Point sur le respect de la liberté religieuse au sein de la société

Il a été signalé quelques cas de pratiques abusives ou discriminatoires fondées sur les appartenances, les convictions ou les pratiques religieuses. Origines ethniques et religions étant souvent inextricablement liées, il s'avère délicat d'imputer spécifiquement nombre d'incidents à l'intolérance ethnique ou religieuse.

En 2010, le CECLR a enregistré 185 plaintes pour discrimination religieuse et 627 affaires de discrimination raciale. Parmi les cas de discrimination religieuse (12,6 pourcent de toutes les plaintes), 84 pourcent concernaient des discriminations envers les musulmans. La plupart des plaintes ont concerné des propos haineux sur Internet, mais nombre de nouveaux plaignants ont mis en cause l'accès aux biens ou aux services ou évoqué des problèmes liés au travail. Vingt-sept pourcent des incidents concernaient les médias, 26 pourcent étaient liés au travail et 9 pourcent à l'école.

En maintes circonstances la discrimination envers les musulmans s'est manifestée dans le travail, s'agissant en particulier de femmes musulmanes qui portaient le foulard. Un comportement discriminatoire systématique a été observé sur le marché du logement, ce qui a contribué aux fortes concentrations de musulmans dans certains quartiers. À titre d'exemple, un magasin du Limbourg a licencié une de ses salariées temporaires au motif qu'elle portait le foulard. Cette femme avait demandé si elle pouvait porter le foulard, et on l'y avait autorisée ; mais suite à des réactions négatives de clients le directeur local lui avait demandé de l'enlever. Comme elle a refusé, elle a été licenciée. Après avoir consulté les syndicats et la salariée, le CECLR a décidé de porter l'affaire devant le tribunal dans l'espoir d'obtenir une décision dûment fondée sur la question de savoir jusqu'où une entreprise peut aller en cherchant à présenter une image « neutre » à sa clientèle.

Les écoles des communautés à majorité musulmane continuent à afficher des résultats nettement inférieurs à la moyenne nationale. De nombreuses plaintes ont également été enregistrées concernant l'image des musulmans donnée par la presse et les médias, qui ont systématiquement tendance à présenter la communauté musulmane sous un jour négatif. Beaucoup de musulmans ont critiqué l'importance considérable que les médias ont accordée à

Sharia4Belgium, une organisation radicale marginale largement désavouée par la communauté musulmane belge dans son ensemble.

Le parti politique d'extrême-droite Vlaams Belang (Intérêt flamand) a continué de défendre le programme qu'il avait présenté pour les élections fédérales du 13 juin 2010 et dans lequel il réclamait que le gouvernement cesse de reconnaître l'islam en tant que religion officielle, que les mosquées dont les responsables fustigent la société occidentale soient fermées et qu'on n'accorde plus de subventions publiques aux mosquées. La cote du Vlaams Belang est globalement en baisse parmi l'électorat flamand, mais le parti jouit encore d'une grande notoriété et conserve son bastion local d'Anvers, la deuxième ville du pays.

Selon les statistiques du CECLR, 2 pourcent de l'ensemble des plaintes pour discrimination religieuse ont concerné la communauté juive. En tout, 32 incidents antisémites ont été signalés au CECLR en cours d'année ; il s'est agi notamment d'agressions physiques et de harcèlements verbaux de juifs, ainsi que d'actes de vandalisme contre des propriétés appartenant à des juifs. On relève notamment l'agression physique d'une jeune bruxelloise juive de 13 ans par cinq jeunes filles belges d'origine marocaine qui ont en outre proféré des insultes antisémites à son égard. Le procès verbal de police a été transmis au parquet, et le CECLR s'est porté partie civile contre les agresseurs. Conjointement avec le directeur du Comité coordinateur des organisations juives, le CECLR a rencontré le ministre régional bruxellois de l'Enseignement pour discuter du conflit qui oppose les communautés juives et musulmanes et des modalités selon lesquelles le centre pourrait dispenser une formation dans les établissements scolaires.

En mai 2011, le sénateur Jacques Brotchi, neurochirurgien renommé, a démissionné de son poste au comité de financement de l'Université Libre de Bruxelles, faisant état de l'antisémitisme au sein de l'université, dont des propos antisémites parus dans un magazine étudiant. En septembre, Monsieur Brotchi a expliqué qu'à l'issue d'un entretien avec le recteur de l'université il avait le sentiment que le conseil d'administration avait adopté les mesures nécessaires pour mettre un terme à ces incidents.

Des déclarations antisémites ont également été relevées dans certains organes de presse privés. En juin, un article d'un opuscule publié dans la station balnéaire de Knokke contenait des propos blessants envers les juifs et Israël. L'auteur anonyme y écrivait : « Pas étonnant qu'on n'aime guère les juifs, ils se prennent pour des supermen, comme les nazis ». Le conseil municipal de Knokke a décidé de retirer la publication en question après que des juifs belges et le maire de Knokke aient condamné l'incident.

Plusieurs organisations non gouvernementales ont œuvré activement pour promouvoir la liberté religieuse. Parmi les plus influentes, il convient de citer le Réseau européen contre le racisme, le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, la Ligue des droits de l'homme (en Belgique francophone), Droits de l'homme sans frontières et la Liga voor Mensenrechten (Ligue des droits de l'homme en Belgique néerlandophone).

#### Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

Des représentants de l'ambassade des États-Unis ont poursuivi le débat sur la liberté religieuse avec des responsables gouvernementaux. Pour promouvoir la compréhension entre les religions et favoriser la liberté religieuse, l'ambassade s'est engagée aux côtés des communautés catholique, musulmane et juive en organisant régulièrement des manifestations de sensibilisation et en acceptant les invitations de ces communautés. Des membres de l'ambassade ont également rencontré des représentants de religions reconnues et non reconnues, en particulier de celles qui ont indiqué avoir fait l'objet, sous une forme ou une autre, de discrimination en cours d'année. L'ambassade a accueilli diverses manifestations interconfessionnelles afin d'encourager le dialogue entre les citoyens du pays et avec le gouvernement des États-Unis, en particulier à l'occasion de la commémoration du 10<sup>ème</sup> anniversaire des attentats du 11 septembre.